

MAIRIE  
DE  
**CADENET**

84160 Cadenet

Téléphone 04 90 88 13 26  
E-mail : [accueil@mairiecadenet.fr](mailto:accueil@mairiecadenet.fr)  
Internet : [www.mairie-cadenet.fr](http://www.mairie-cadenet.fr)

N° 356 / 2024

**ARRÊTÉ**  
**RÈGLEMENTANT LE DÉPLACEMENT DU MARCHÉ**  
**PAYSAN PENDANT LA FÊTE VOTIVE**  
**PARKING PIERRE BROSSOLETTE**

**Le Maire de CADENET,**

**VU**, le Code Général des Collectivités Territoriales et les articles 2212-1 à 2212-5 ;

**VU**, le Code de la Route et notamment ses articles R 417-10, R 325-1 et suivants ;

**VU**, le Code Pénal et notamment son article R 610 – 5 ;

**VU**, le Code de la Voirie Routière ;

**VU**, le Livre V du Code de la Sécurité Intérieure ;

**CONSIDÉRANT** que l'organisation de la fête votive de la Saint Barthelemy et notamment l'installation d'un manège, empêche le maintien du Marché Paysan en son lieu actuel ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de maintenir le Marché Paysan en un autre lieu ;

**CONSIDÉRANT** que les places et voies destinées à accueillir le nouvel emplacement du marché sont habituellement réservées au stationnement et à la circulation des véhicules ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de prendre toutes les mesures nécessaires afin de permettre le bon déroulement de cette manifestation et éviter tout incident sur la voie publique ;

**ARRÊTE**

**Article 1er :** Le samedi 24 août 2024, de 6h00 à 15h00 ;

Le stationnement et la circulation sont interdits sur le parking PIERRE BROSSOLETTE.

**Article 2 :** La mise en place des barrières et de la signalisation est à la charge des services techniques et de la police municipale.  
Le retrait des barrières est à la charge des organisateurs à la fin de la manifestation.

**Article 3 :** L'interdiction de circuler ne s'applique pas aux véhicules de secours, d'incendie, de police et de gendarmerie, d'urgence EDF GDF, et médecins de garde.

**Article 4 :** Tout véhicule en infraction à l'article 1er sera considéré en stationnement gênant au terme de l'article R. 417-10 du Code de la Route. Le véhicule en infraction pourra faire l'objet d'une mise en fourrière, en application de l'article R. 325-1 et suivants du Code de la Route.

**Article 5 :** Cette interdiction de circuler ne s'applique pas aux véhicules de secours d'incendie, de police et de gendarmerie, d'urgence EDF-GDF, et médecins de garde.

**Article 6 :** La présente décision peut faire l'objet à compter de sa publication.

- D'un recours gracieux
  - Dans l'hypothèse où la décision critiquée est maintenue, il appartient au requérant de saisir le Tribunal Administratif d'un recours contentieux.
  - Soit à compter de la réception de la lettre exprimant le rejet du recours gracieux.
  - Soit à compter de l'expiration du délai de 2 mois après formulation du recours gracieux. En effet, le silence gardé par l'administration pendant 2 mois équivaut à un rejet implicite de la demande.
  
- D'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nîmes.
- Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 7 :** Madame la directrice générale des services, Monsieur le Commandant de la brigade de Gendarmerie, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale, seront chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CADENET le 2 août 2024

Le Maire  
**Jean-Marc BRABANT**

